

1933^e séance

Lundi 16 décembre 1974, à 11 h 15.

Président : M. Aarno KARHILO (Finlande).

E/SR.1933

REVISION DE L'ORDRE DU JOUR

Demande d'inscription d'une question additionnelle à l'ordre du jour : question proposée par le Secrétaire général (E/L.1617)

1. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à formuler ses observations sur la proposition du Secrétaire général concernant l'inscription à l'ordre du jour d'une question intitulée "Autorisation *ad hoc* à accorder au Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial de fournir une assistance aux peuples des territoires coloniaux d'Afrique et à leurs mouvements de libération nationale".

2. **M. MACKENZIE** (Royaume-Uni) hésite à exprimer son point de vue sur la question proposée; en effet, la note du Secrétaire général (E/L.1617) a été distribuée il y a si peu de temps qu'il n'a pas été en mesure de consulter son gouvernement sur sa position en ce qui concerne le projet d'autorisation reproduit au paragraphe 10, à l'égard duquel certains des membres du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont exprimé des réserves. La position du Gouvernement britannique peut avoir changé depuis la soixante-quatrième session du Conseil de la FAO. **M. Mackenzie** propose donc que l'on examine cette question à la cinquante-huitième session du Conseil économique et social ou, si l'on juge urgent de l'examiner, qu'on l'ajoute à l'ordre du jour de la session d'organisation de 1975.

3. **M. ROUGET** (République fédérale d'Allemagne) appuie la suggestion du représentant du Royaume-Uni.

4. **M. FASLA** (Algérie) approuve la recommandation du Secrétaire général, suivant laquelle ce point devrait être ajouté à l'ordre du jour de la session en cours. Il est surpris que certaines délégations aient suggéré d'en différer l'examen étant donné que le principe de l'assistance aux mouvements nationaux de libération est désormais accepté. La note explicative jointe à la note du Secrétaire général est tout à fait claire et **M. Fasla** engage le Conseil à l'examiner sans délai.

5. **M. OLIVERI LÓPEZ** (Argentine) et **M. CHABALA** (Zambie) souscrivent aux observations du représentant de l'Algérie.

6. **M. GRANQVIST** (Suède) est favorable à l'inscription de ce point à l'ordre du jour du Conseil. La délégation suédoise a reçu le document quelques jours plus tôt et considère qu'une décision peut être prise, sinon à la séance en cours, du moins lors d'une séance qui se tiendrait dans l'après-midi.

7. **M. MAKEYEV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation soutient les représentants qui ont appuyé la recommandation du Secrétaire général. L'Assemblée générale a maintes fois appuyé le principe de l'aide aux peuples qui sont encore sous domination coloniale, à ceux des territoires libérés et à leurs mouvements nationaux de libé-

ration. Etant donné l'ordre du jour chargé de la séance plénière de l'Assemblée générale dans l'après-midi, **M. Makeyev** préférerait que le Conseil se prononce immédiatement sur le document E/L.1617.

8. **M. WILDER** (Canada) déclare que l'interprétation du mot "examen" au paragraphe 11 pose un problème à la délégation canadienne. **M. Wilder** considère qu'il ne serait pas sérieux de hâter une décision sans que la question ait été convenablement examinée.

9. **M. ČABRIĆ** (Yougoslavie) soutient pleinement la position des délégations qui souhaitent voir cette question examinée à la séance en cours. Il rappelle au Conseil qu'une décision similaire, formulée en termes à peu près identiques, avait été adoptée par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à sa dix-huitième session. Etant donné que la décision politique a donc déjà été prise, le Conseil devrait être en mesure de se prononcer sans délai.

10. **M. GONZALEZ DE COSSIO** (Mexique), soutenu par **M. DAVID** (Libéria) et **M. CHANG Hsien-wu** (Chine), appuie les remarques des orateurs précédents qui souhaitent qu'une décision soit prise sans délai.

11. **M. MACKENZIE** (Royaume-Uni) attire l'attention sur le fait qu'aucun des orateurs favorables à une décision immédiate n'a répondu à l'objection qu'il a formulée en ce qui concerne le paragraphe 10, à savoir que certains membres du Conseil de la FAO ont exprimé des réserves au sujet du libellé de l'autorisation à accorder au Programme alimentaire mondial. Le représentant du Royaume-Uni répète qu'il n'a pas eu l'occasion de demander à son gouvernement si sa position a changé.

12. L'éventualité d'une séance dans l'après-midi ayant été précédemment évoquée, **M. Mackenzie** demande au Secrétariat de faire savoir au Conseil si la chose est possible.

13. **M. FASLA** (Algérie), faisant remarquer qu'il serait souhaitable que l'autorisation proposée soit adoptée par consensus, déclare que sa délégation consentirait que la question soit examinée dans l'après-midi. Au cas où l'on parviendrait à un consensus, les délégations auraient naturellement le droit d'y apporter des réserves.

14. Le **PRESIDENT** informe le Conseil qu'une séance peut être tenue dans l'après-midi. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil adopte sans procéder à un vote la proposition du Secrétaire général tendant à réviser l'ordre du jour et à y inscrire, pour examen à la séance suivante, la question intitulée "Autorisation *ad hoc* à accorder au Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial de fournir une assistance aux peuples des territoires coloniaux d'Afrique et à leurs mouvements de libération nationale".

L'ordre du jour révisé est adopté.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence mondiale de l'alimentation (*suite**) :

- a) Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation (E/5586, E/5587 et Add.1 à 4);
- b) Mesures d'urgence concernant l'offre d'engrais et de pesticides (E/5596)

DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION

15. Le **PRESIDENT** rappelle au Conseil que la Deuxième Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/L.1421 concernant la Conférence mondiale de l'alimentation. Aux termes du paragraphe 8 de ce texte, le Conseil économique et social est chargé de désigner les membres du Conseil mondial de l'alimentation qui seront élus par l'Assemblée générale, la distribution géographique des sièges devant être conforme aux indications données dans la note de bas de page à ce paragraphe. La partie du rapport de la Deuxième Commission relative au point 12 de l'ordre du jour (A/9886/Add.1) dans laquelle figure le projet de résolution en question n'a pas encore été examinée par l'Assemblée générale. Néanmoins, le Président suggère que, sous réserve de l'adoption du projet de résolution par l'Assemblée générale, le Conseil procède à la désignation des candidats à la nomination au Conseil mondial de l'alimentation afin que l'Assemblée puisse élire les membres de ce Conseil aussitôt qu'elle aura adopté la résolution. En l'absence d'objection, le Président considérera que le Conseil adopte cette procédure.

Il en est ainsi décidé.

16. **M. GONZALEZ DE COSSIO** (Mexique), parlant au nom du groupe des Etats d'Amérique latine, dit que les candidats aux sept sièges attribués à la région d'Amérique latine au Conseil mondial de l'alimentation sont les suivants : Argentine, Chili, Colombie, Guatemala, Mexique, Trinité-et-Tobago et Venezuela.

17. **M. CAVAGLIERI** (Italie), parlant au nom du groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, dit que les candidats aux huit sièges attribués à ce groupe au Conseil mondial de l'alimentation sont les suivants : Allemagne (République fédérale d'), Australie, Canada, France, Etats-Unis d'Amérique, Italie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède.

18. **M. DIETZE** (République démocratique allemande), parlant au nom des Etats socialistes d'Europe orientale, dit que les candidats aux quatre sièges attribués à ce groupe au Conseil mondial de l'alimentation sont les suivants : Hongrie, Roumanie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

19. **M. FASLA** (Algérie) dit que les Etats d'Afrique et les Etats d'Asie n'ont pas encore terminé leurs consultations concernant les candidats à désigner. Etant donné qu'il est possible que le nombre des candidatures dépasse le nombre de sièges disponibles, le Conseil devrait convenir de prendre note de toutes les candidatures présentées et de les communiquer telles quelles à l'Assemblée générale, qui élira le nombre requis de membres pour chaque région. Sinon, l'interprétation du mot "désigner" risque de susciter des difficultés.

20. **M. WILDER** (Canada), appuyé par **M. OLIVERI LÓPEZ** (Argentine) et **M. ČABRIĆ** (Yougoslavie), souscrit aux observations faites par le représentant de l'Algérie. La fonction du Conseil est de désigner les candidats et non de les élire.

21. **M. ROUGÉ** (France) dit que le Conseil est chargé de prendre certaines décisions et il semble hésiter à le faire. Il vient de consacrer une partie de son temps à déterminer s'il lui fallait ou non examiner le fond du document E/L.1617. M. Rougé n'a pas pris part à cette discussion, en partie parce qu'il était disposé à considérer comme suffisante une réponse directe, affirmative ou négative, en partie parce que la discussion semblait avoir des motivations politiques qui lui échappaient. Toutefois, le Conseil manquerait à sa tâche s'il ne prenait pas une décision concernant le Conseil mondial de l'alimentation en soumettant à l'Assemblée générale, pour confirmation, la liste des 36 candidats désignés pour en devenir membres. Dans son rapport à l'Assemblée générale, le Conseil devrait signaler que Cuba a présenté sa candidature, en plus des sept Etats qui ont été officiellement nommés par le groupe des Etats d'Amérique latine, mais le Conseil ne devrait pas communiquer plus de 36 noms à l'Assemblée générale.

22. **M. GONZALEZ DE COSSIO** (Mexique) dit que, pour l'Amérique latine, huit candidatures ont été présentées pour les sept sièges à pourvoir. Le Conseil devrait communiquer le nom des huit candidats à l'Assemblée générale, qui élirait sept d'entre eux comme membres du Conseil mondial de l'alimentation.

23. **M. MAKEYEV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuie la proposition du représentant de l'Algérie concernant la procédure à suivre par le Conseil et pense avec le représentant du Mexique que, en ce qui concerne l'Amérique latine, il conviendrait de communiquer à l'Assemblée générale les noms des huit pays qui ont proposé leur candidature.

24. **M. DE MOURA** (Brésil), appuyé par **M. JARPA** (Chili), dit que le groupe des Etats d'Amérique latine a décidé de présenter sept candidatures et non pas huit.

25. **M. BREITENSTEIN** (Finlande) appuie la proposition de l'Algérie.

26. **M. KITCHEN** (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation peut accepter la suggestion de présenter à l'Assemblée générale toutes les candidatures proposées. Il demande au Secrétariat s'il existe un précédent juridique pour la situation où se trouve le Conseil.

27. **M. CORDOVEZ** (Secrétaire du Conseil) dit que le Secrétariat n'en a pas connaissance, la formule de désignation des candidats que prévoit le projet de résolution A/C.2/L.1421 étant elle-même sans précédent. Juridiquement parlant, rien ne semble empêcher le Conseil de désigner plus de candidats que ne le prévoit le projet de résolution.

28. **M. CZARKOWSKI** (Pologne) pense que le Conseil devrait communiquer le nom de tous les candidats à l'Assemblée générale. S'il ne le faisait pas, il donnerait l'impression d'empiéter sur les fonctions électives de l'Assemblée générale. M. Czarkowski appuie la proposition du représentant de l'Algérie, estimant que c'est la façon la plus simple de résoudre le problème.

29. **M. ALARCÓN DE QUESADA** (Observateur de Cuba), prenant la parole sur l'invitation du Prési-

* Reprise des débats de la 1630^e séance.

dent, dit qu'il n'aura pas la présomption de faire des remarques sur le problème de procédure auquel se heurte le Conseil; il souhaite seulement souligner que la FAO considère son pays comme faisant partie du groupe régional d'Amérique latine. Cuba a pris part à la Conférence mondiale de l'alimentation en tant que membre du groupe des Etats d'Amérique latine et elle a également été membre du groupe de contact à Rome.

30. M. GONZALEZ DE COSSIO (Mexique), répondant aux représentants du Brésil et du Chili, dit qu'en donnant lecture de la liste des candidats des Etats d'Amérique latine il a indiqué que le groupe des Etats d'Amérique latine a désigné sept de ses membres comme candidats en vue de leur élection comme membres du Conseil mondial de l'alimentation. Même si Cuba n'est pas officiellement membre du groupe des Etats d'Amérique latine à New York, elle est considérée comme membre de ce groupe à Rome et à Genève et a participé activement aux discussions sur la situation alimentaire dans le monde. Cuba a, de ce fait, le droit de présenter sa candidature au Conseil économique et social et le Conseil est libre de désigner huit candidats pour la région d'Amérique latine; il appartiendra à l'Assemblée générale d'en élire sept qui deviendront membres du Conseil mondial de l'alimentation.

31. M. DE MOURA (Brésil) dit que si le représentant du Mexique a voulu parler au nom du groupe des Etats d'Amérique latine, il se sent obligé de le corriger. Le groupe des Etats d'Amérique latine a présenté sept candidatures pour les sept sièges disponibles.

32. M. HASHMI (Inde) dit que sa délégation appuie la proposition du représentant de l'Algérie. Il n'est que logique de transmettre à l'Assemblée les noms de

tous les Etats qui ont manifesté le désir de devenir membres du Conseil. La délégation indienne n'est pas opposée à ce que le Conseil transmette la candidature de Cuba à l'Assemblée générale.

33. M. AKSOY (Turquie) appuie la proposition du représentant de l'Algérie mais se demande si l'application de certaines autres dispositions du projet de résolution A/C.2/L.1421 ne risque pas de susciter encore d'autres difficultés d'ordre juridique.

34. M. DIETZE (République démocratique allemande) dit que, compte tenu des renseignements que le secrétaire du Conseil a donnés, sa délégation appuie la proposition du représentant de l'Algérie.

35. Le PRESIDENT estime qu'un consensus semble se dégager de la discussion et suggère au Conseil d'adopter le projet de décision suivant: "Le Conseil économique et social décide, sous réserve de l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1421 par l'Assemblée générale, de désigner, en vue de leur élection au Conseil mondial de l'alimentation, les Etats suivants: —."

Il en est ainsi décidé.

36. En réponse à une question de M. CAVAGLIERI (Italie), le PRESIDENT précise que la liste qui sera insérée dans l'espace vide sera établie conformément à la formule indiquée dans la note de bas de page au paragraphe 8 du projet de résolution A/C.2/L.1421. Elle comprendra le nom des pays dont la candidature a été présentée et approuvée par le Conseil.

37. M. ROUGÉ (France) dit que, si le projet de décision dont le Président vient de donner lecture avait été mis aux voix, la délégation française se serait abstenue.

La séance est levée à 12 h 20.

1934^e séance

Lundi 16 décembre 1974, à 17 h 30.

Président: M. Aarno KARHILO (Finlande).

E/SR.1934

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Autorisation *ad hoc* à accorder au Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial de fournir une assistance aux peuples des territoires coloniaux d'Afrique et à leurs mouvements de libération nationale (E/L.1617, annexe)

1. Le PRESIDENT rappelle que, à sa précédente séance, le Conseil a décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour et de l'examiner à la séance suivante. Il appelle l'attention sur le paragraphe 10 de la note du Secrétaire général (E/L.1617) où se trouve reproduit le texte de l'autorisation qu'il est envisagé d'accorder au Directeur exécutif. Le Président dit qu'en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil décide d'approuver ladite autorisation.

La décision est adoptée [décision 62 (LVII)].

2. M. ROUGÉ (République fédérale d'Allemagne) dit que, si sa délégation s'est associée au consensus

auquel le Conseil est parvenu à sa dernière séance, c'est à cause des fins humanitaires des mesures envisagées. Si l'on avait procédé à un vote sur ce sujet, la délégation de la République fédérale d'Allemagne se serait abstenue pour des raisons d'ordre juridique.

3. M. ROUGÉ (France) dit que la position de sa délégation est la même que celle de la délégation de la République fédérale d'Allemagne.

4. M. KITCHEN (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation maintient les réserves qu'elle a formulées lors de la soixante-quatrième session du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

5. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) dit que sa délégation s'est associée au consensus, mais qu'elle réaffirme les réserves qu'elle a formulées lors de la soixante-quatrième session du Conseil de la FAO.

6. M. CAVAGLIERI (Italie) dit que sa délégation conserve les doutes qu'elle a exprimés lors de la soixante-quatrième session du Conseil de la FAO. Si